

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Public Works Government Services Canada-
Bid Receiving / Réception des soumissions
189 Prince William Street
Room 421
Saint John
New Brunswick
E2L 2B9

INVITATION TO TENDER

APPEL D'OFFRES

**Tender To: Public Works and Government Services
Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Soumission aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works Government Services Canada- Bid
Receiving / Réception des soumissions
189 Prince William Street
Room 421
Saint John
New Bruns
E2L 2B9

Title - Sujet CFB & Mctn Entretien transformateur	
Solicitation No. - N° de l'invitation W0105-14E004/A	Date 2013-10-03
Client Reference No. - N° de référence du client	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$PWB-004-3309
File No. - N° de dossier PWB-3-36066 (004)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-10-29	
Time Zone Fuseau horaire Atlantic Daylight Saving Time ADT	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Doucet, Gisele PWB	Buyer Id - Id de l'acheteur pwb004
Telephone No. - N° de téléphone (506) 636-4541 ()	FAX No. - N° de FAX (506) 636-4376
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: CFB & Mctn Maintenance & Testing CFB Gagetown & Detachment Mctn Moncton New Brunswick Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

**ENTRETIEN ET ESSAI DES TRANSFORMATEURS
BFC GAGETOWN, OROMOCTO (NOUVEAU-BRUNSWICK)
ET DÉTACHEMENT DE MONCTON,
MONCTON (NOUVEAU-BRUNSWICK)**

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Besoin
2. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements en période de soumission
4. Lois applicables
5. Exigences en matière d'assurance
6. Indemnisation des accidents du travail - lettre d'attestation

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation et Méthode de Sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat
2. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Besoin
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Responsables
5. Paiement
6. Instructions relative à la facturation
7. Attestations
8. Lois applicables
9. Ordre de priorité des documents
10. Clause du guide des CCUA
11. Exigences en matière d'assurance

Liste des annexes

Annexe "A" Critères d'évaluation et méthode de sélection

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0105-14E004/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

PWB-3-36066

Annexe "B" Base de paiement

Annexe "C" Exigences en matière d'assurance

Annexe "D" List Complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire

Annexe "E" Devis

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Besoin

Le ministère de la Défense nationale recherche un entrepreneur qui doit fournir la main-d'œuvre, les matériaux, les outils, l'équipement et le matériel nécessaires à l'exécution des essais annuels d'entretien préventif des transformateurs indiqués, ainsi que la fourniture des rapports écrits demandés relativement aux essais des transformateurs de la BFC Gagetown, Oromocto (Nouveau-Brunswick) et du détachement de Moncton (Nouveau-Brunswick). Les travaux doivent tous être exécutés conformément à la spécification n° L-G2-9900/1611, qui fait partie de la demande de soumission. Le marché de services couvre la période du 1 avril 2014 au 31 mars 2015. Les services doivent être fournis conformément aux spécifications jointes à l'annexe 'E'.

Le marché est assujetti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur.

2. Compte rendu

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat*

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees>)
-d-achat) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2013-06-01) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

1.1 Clauses du guide des CCUA (par la référence)

A0220T - Évaluation du prix (2013-04-25)

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent parvenir au bureau prévu à cette fin au plus tard à la date et à l'heure de clôture de l'appel d'offres. Toute soumission reçue en retard est renvoyée à l'expéditeur sans avoir été ouverte.

- a) Tous les renseignements requis doivent être compris dans la soumission et présentés dans la forme prescrite.
- b) Il faut préciser le numéro d'appel d'offres / numéro de projet et la description des travaux proposés.
- c) Il faut préciser la date et l'heure de clôture de l'appel d'offres.
- d) La soumission doit être reçue avant l'heure de clôture de l'appel d'offres à l'endroit prévu à cette fin et au NUMÉRO DE TÉLÉCOPIEUR 506-636-4376.

NOTA : SOUMISSIONS TRANSMISES PAR TÉLÉCOPIEUR

Seule une erreur de la part du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux peut justifier le retard dans la transmission des soumissions par télécopieur. Aucune raison quelle qu'elle soit, comme les erreurs d'acheminement, le volume de trafic ou les perturbations météorologiques, ne peut justifier le retard dans la transmission des soumissions.

Réception des soumissions

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Suite 421

189 rue prince william

**Saint John, (Nouveau-Brunswick)
E2L 2B9**

**NOTA : L'APPEL D'OFFRES N'EST PAS L'OBJET D'UN DÉPOUILLEMENT
PUBLIC.**

3. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins **cinq (5)** jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur au Nouveau-Brunswick et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

5. Exigences en matière d'assurance

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe "C".

6. Indemnisation des accidents du travail - lettre d'attestation

Le soumissionnaire doit avoir un compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné.

Le soumissionnaire devra fournir un certificat ou une lettre émis par la Commission des accidents du travail attestant que son compte est en règle, dans les sept (7) jours suivant la demande de l'autorité

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0105-14E004/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWB-3-36066

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwb004

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

contractante. Le défaut de répondre à la demande pourra avoir pour conséquence que la soumission soit jugée non recevable.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le prix ne doit pas être indiqué ailleurs que dans la soumission financière.

On demande aux soumissionnaires de suivre le modèle de réponse et les instructions suivantes :

Section I : Soumission technique

Aucune soumission technique n'est requise.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total de la taxe sur les produits et les services (TPS) ou de la taxe sur la vente harmonisée (TVH), s'il y a lieu, doit être indiqué séparément.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'Évaluation et Méthode de Sélection

Les propositions seront évaluées selon les critères d'évaluation et **la méthode de sélection** indiqués à **l'annexe A** et la **Base de paiement** indiquée à **l'annexe B**. Les soumissions seront évaluées conformément au marché complet, y compris les critères d'évaluation technique et financière.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une soumission non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires durant la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée non recevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat

1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

- 1.1.1** En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste, en son nom et en celui de ses affiliés, qu'il respecte la clause concernant le Code de conduite et attestations, des instructions uniformisées. La documentation connexe mentionnée ci-après aidera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques. En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste être informé, et que ses affiliés sont informés, du fait que le Canada pourra demander d'autres informations, attestations, formulaires de consentement et éléments prouvant son identité ou son éligibilité. Le Canada pourra aussi vérifier tous les renseignements fournis par le soumissionnaire, incluant les renseignements relatifs aux actions ou condamnations précisées aux présentes en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers. Le Canada déclarera une soumission non recevable s'il constate que les renseignements demandés sont manquants ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans les attestations précisées aux présentes s'avèrent être faux, quelque égard que ce soit, après vérification par le Canada. Le soumissionnaire et ses affiliés devront également demeurer libres et quittes des actions ou condamnations précisées aux présentes pendant la période de tout contrat découlant de cette demande de soumissions.

Les soumissionnaires qui sont incorporés, incluant ceux soumissionnant à titre d'entreprise en coparticipation, doivent fournir avec leur soumission ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci la liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire. Les soumissionnaires soumissionnant à titre d'entreprise à propriétaire unique, incluant ceux soumissionnant dans le cadre d'entreprise en coparticipation, doivent fournir le nom du propriétaire avec leur soumission ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci. Les soumissionnaires soumissionnant à titre de sociétés, sociétés de personnes, entreprises ou associations de personnes n'ont pas à fournir de liste de noms. Si les noms requis n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. À défaut de fournir ces noms dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable. Fournir les noms requis est une exigence obligatoire pour l'attribution d'un contrat.

Le Canada peut, à tout moment, demander à un soumissionnaire de fournir des formulaires de consentement dûment remplis et signés (Consentement la vérification de l'existence d'un casier judiciaire - PWGSC-TPSGC 229)

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>) toute personne susmentionnée, et ce dans un délai précis. À défaut de fournir les formulaires de consentement dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

2. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

- 2.1** Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat.

Définition

Aux fins de cette clause,

« *ancien fonctionnaire* » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

un individu;

un individu qui s'est incorporé;

une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou

une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« *période du paiement forfaitaire* » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« *pension* » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

le nom de l'ancien fonctionnaire;

la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui () No ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

le nom de l'ancien fonctionnaire;

les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;

la date de la cessation d'emploi;

le montant du paiement forfaitaire;

le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;

la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;

nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Besoin

Le ministère de la Défense nationale (MDN) recherche un entrepreneur qui doit fournir la main-d'œuvre, les matériaux, les outils, l'équipement et le matériel nécessaires à l'exécution des essais annuels d'entretien préventif des transformateurs indiqués, ainsi que la fourniture des rapports écrits demandés relativement aux essais des transformateurs de la BFC Gagetown, Oromocto (Nouveau-Brunswick) et du détachement de Moncton (Nouveau-Brunswick). Les travaux doivent tous être exécutés conformément à la spécification n° L-G2-9900/1611, qui fait partie de la demande de soumission. Le marché de services couvre la période du 1 avril 2014 au 31 mars 2015. Les services doivent être fournis conformément aux spécifications jointes à l'annexe 'E'.

2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat*

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees>
-d-achat) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

2.1 Conditions générales

2010C (2013-06-27), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

3. Durée du contrat

3.1 Période du contrat

Les travaux requis doivent être exécutés à partir du 1 avril 2014 au 31 mars 2015.

3.2 Option du prolongation de contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus deux (2) période(s) supplémentaire(s) d'une (1) année chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins trente (30) jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

4. Responsables

4.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Gisèle Doucet
Titre : Agente d'Approvisionnement
Organisation : Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction : Adjudication de marchés immobiliers
Adresse : 189 rue Prince William, Saint John, N.-B., E2L 2B9
Téléphone : (506) 636-4541
Télécopieur : (506) 636-4376
Courriel : gisele.doucet@tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

4.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est :

Nom :
Titre :
Organisation :
Adresse :
Téléphone :
Télécopieur :
Courriel :

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

4.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom :
Titre :
Organisation :
Adresse :
Téléphone :
Télécopieur :
Courriel :

5. Paiement

La base de paiement est prévue à l'annexe "B:" et à l'article 12, Période de paiement, du document 2010C (2013-06-27), Conditions générales - services (complexité moyenne).

5.1 Base de paiement

Clause du guide des CCUA H1008C (2008-05-12) Paiement mensuel

6. Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément aux renseignements prévus à l'article 10, Présentation des factures, du document 2010C (2013-06-27), Conditions générales - services (complexité moyenne).

7. Attestations

- 7.1** Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

8. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur au Nouveau-Brunswick et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

9. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales 2010C (2013-06-27)
- c) Annexe E, Devis;
- d) toute modification émise ou toute révision de soumission recevable, reçue avant l'heure et la date déterminée pour la clôture de l'invitation
- e) la soumission de l'entrepreneur en date du _____

10. Clauses du guide des CCUA

Clause de guide des CCUA A0285C (2007-05-25) Indemnisation des accidents du travail

Clause de guide des CCUA A2000C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

Clause de guide des CCUA A2001C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

11. Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe "C".

L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les sept (7) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0105-14E004/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWB-3-36066

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwb004

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

ANNEXE «A»

CRITÈRES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

ANNEXE A

CRITÈRES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions.

1. Critères obligatoires

1. Proposition de prix et de tarifs fermes pour une (1) année. Proposition de prix et de tarifs fermes pour une (1) année et deux (2) années d'option conformément à l'appel d'offres.
2. Formulaire d'appel d'offres dûment rempli et signé, accompagné de toutes les annexes.
3. Dans les sept (7) jours qui suivent la demande de l'autorité contractante et avant l'attribution du marché de service, le soumissionnaire doit fournir la preuve qu'il a un compte en ordre auprès de la Commission provinciale des accidents du travail.
4. Dans les sept (7) jours qui suivent la demande de l'autorité contractante et avant l'attribution du marché de service, le soumissionnaire doit produire une preuve d'assurance responsabilité de 2 000 000,00\$, conformément à l'article 00 21 13, au paragraphe 1.5 du devis à l'Annexe E.
5. Dans les sept (7) jours qui suivent la demande de l'autorité contractante et avant l'attribution du marché de service, l'entrepreneur doit fournir des copies des permis valide d'électromécanicien, appareils haute tension, et/ou de monter de lignes, avec spécialisation en installation haute tension, émis par le ministère de la Formation et du Développement de l'emploi du Nouveau-Brunswick. Il doit aussi posséder au moins deux (2) ans d'expérience dans l'exécution de travaux sur des systèmes haute tension.
6. Dans un délai de sept (7) jours qui suivent la demande de l'autorité contractante et avant l'attribution du marché de services, l'entrepreneur doit fournir la preuve d'accréditation en thermographie niveau I en vue d'effectuer des inspections à l'infrarouge.

2. 2007/05/25 A0069T Méthode de sélection - Exigences obligatoires seulement

Pour être jugée recevable, une soumission doit satisfaire à toutes les exigences de la demande de soumissions. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0105-14E004/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWB-3-36066

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwb004

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

ANNEXE «B»

BASE DE PAIEMENT

**ANNEXE B
BASE DE PAIEMENT**

L'exigence suivante doit être respectée à la lettre, **à défaut de quoi l'offre du soumissionnaire sera jugée irrecevable.**

Le soumissionnaire doit fournir des prix/taux fermes pour la durée du contrat pour tous les articles énumérés ci-après. Le barème des prix unitaires sera considéré comme étant la proposition financière du soumissionnaire.

Chaque article précisé dans le barème de prix unitaires comprend les salaires, les frais de déplacement, les allocations, la surveillance, les responsabilités en tant qu'employeur, les assurances et l'utilisation d'outils, etc., les frais généraux, les bénéfices et toute autre obligation financière.

Les prix indiqués dans le barème des prix unitaires comprennent toutes les taxes fédérales, provinciales et municipales applicables. Toutefois, ils ne tiennent pas compte de la taxe sur les produits et services (TPS) ou de la taxe de vente harmonisée (TVH). Les montants appropriés de TPS ou de TVH seront versés par Sa Majesté à l'offrant en plus des montants précisés dans le contrat.

Solicitation No. - N° de l'invitation W0105-14E004/A	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur pwb004
Client Ref. No. - N° de réf. du client W0105-14E004	File No. - N° du dossier PWB-3-36053	CCC No./N° CCC - FMS No/N° VME

W0105-14E004

La quantité estimative indiquée à la quatrième colonne pour chaque article n'est qu'une estimation des services sur demande; cette estimation ne suppose pas que toute la quantité d'un article sera utilisée ou qu'il n'en faudra pas plus.

NOTA : LES SOUMISSIONS SERONT ÉVALUÉES EN FONCTION DU MONTANT TOTAL POUR LA PREMIÈRE PÉRIODE VISÉE PAR LE CONTRAT, PLUS LES ANNÉES D'OPTION. TOUTEFOIS, TOUTE ATTRIBUTION DE CONTRAT VISERA LA PÉRIODE ALLANT DU 1 AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015.

Point	Description du travail	Unité de Mesure	A		B		C	
			Durée		Année d'option		Option Year	
			du 1 avril 2014 au 31 mars 2015	Quantité estimative	31 mars 2016 Prix	du 1 avril 2015 au 31 mars 2016 Prix	du 1 avril 2016 au 31 mars 2017 Prix	Total
			Unitaire	Total	Unitaire	Total	Unitaire	Total
1.	Taux horaire pour les appels de service à la BFC Gagetown	Par heure		80				
2.	Taux horaire pour les appels au détachement Moncton	Par heure		20				
3.	Tarif pour r deux (2) inspections de transformateurs par année à la BFC Gagetown conformément à la section 26 05 01, partie 2 - Essais	Par Inspection		2				
4.	Tarif pour r deux (2) inspections de transformateurs par année au détachement Moncton conformément à la section 26 05 01, partie 2 - Essais	Par Inspection		2				
5.	Tarif pour ne (1) inspection à l'infrastructure de transformateurs à la BFC Gagetown conformément							

à la section 26 05 01, partie 2 - Essai. Cette inspection est requise pendant la première année du contract seulement.		Par Inspection	1	N/A	N/A	N/A	N/A
6.	Tarif pour ne (1) inspection à l'infrastructure de transformateurs au détachement Moncton conformément à la section 26 05 01, partie 2 - Essai. Cette inspection est requise pendant la première année du contract seulement.	Par Inspection	1	N/A	N/A	N/A	N/A
7.	Tous les matériaux doivent être facturés au prix de gros de l'entrepreneur plus un pourcentage de majoration, estimé à 7 500.00\$. L'entrepreneur doit indiquer un pourcentage de marge bénéficiaire brute aux fins de soumission.	Provision	7 500.00\$	Marge bénéficiaire brute ____ %	Marge bénéficiaire brute ____ %	Marge bénéficiaire brute ____ %	
TOTAL POUR LE PREMIER TERME ET LES ANNÉES D'OPTION				A	B	C	
GRAND TOTAL POUR LE PREMIER TERME ET LES ANNÉES BÉNÉFICIAIRES				\$ A, B et C			

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
W0105-14E004/A		pwb004
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No/N° VME
W0105-14E004	PWB-3-36053	

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0105-13E050/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWB-2-35142

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwb020

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

ANNEXE «C»

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

ANNEXE «C»**EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE****Assurance de responsabilité civile commerciale**

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, **la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.**
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants:
 - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par ministère de la Défense nationale.
 - b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c) Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
 - j) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police. k) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
 - k) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0105-13E050/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWB-2-35142

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwb020

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0105-13E050

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

l) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.

m) Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.

n) Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0105-13E050/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwb020

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0105-13E050

File No. - N° du dossier

PWB-2-35142

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Annexe "D" - List complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire

***AVIS AUX SOUMISSIONNAIRES
INSCRIRE LES NOMS ET PRÉNOMS DES ADMINISTRATEURS EN CARACTÈRES
D'IMPRIMERIE***

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0105-13E050/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWB-2-35142

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwb020

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0105-13E050

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

ANNEXE «E»

DEVIS



**MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE
5^E ESCADRON DU GÉNIE
5^E UNITÉ DES SERVICES DE GÉNIE
BFC GAGETOWN**

DEVIS

**CONTRAT DE SERVICES POUR
ENTRETIEN ET ESSAI DES TRANSFORMATEURS
À LA BFC GAGETOWN
ET AU DÉTACHEMENT DE MONCTON
DU 1^{ER} AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015
AVEC OPTION DE RENOUVELLEMENT POUR
DEUX (2) PÉRIODES DE UN (1) AN**

Rédigé par

Inspecteur de la
prévention des
incendies

Officier du projet

Officier du Génie

Projet n°
Dossier n° L-G2-9900 / 1611

Date : 14 mai 2013

Défense nationale	Table des matières	Section 00 01 11
Dossier n° L-G2-9900/1611		Page 1
BFC Gagetown (N.-B.)		14 mai 2013

<u>Section</u>	<u>Titre</u>	<u>Pages</u>
----------------	--------------	--------------

Division 00 - Exigences relatives aux approvisionnements et aux contrats

00 21 13	Directives à l'intention du soumissionnaire	11
----------	---	----

Division 01 - Exigences générales

01 35 30	Exigences en matière de santé et sécurité	3
01 35 35	Exigences en matière de sécurité-incendie du MDN	5
01 35 43	Procédures environnementales	2

Division 26 - Électricité

26 05 01	Critères d'essai des transformateurs	3
----------	--------------------------------------	---

Liste des pièces jointes

Annexe A - Liste des transformateurs de la BFC Gagetown	5
Annexe B - Liste des transformateurs du détachement de Moncton	1

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.1 Description des travaux .1 Les travaux visés par le présent contrat de services comprennent la fourniture complète de la main-d'œuvre, des matériaux, des outils et du matériel nécessaires à l'exécution des essais annuels d'entretien préventif des transformateurs indiqués, ainsi que la fourniture des rapports écrits demandés relativement aux essais des transformateurs de la BFC Gagetown et du détachement de Moncton, conformément aux présentes.
- 1.2 Durée du contrat .1 Le présent contrat de services s'applique pour la période du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2015, avec option de renouvellement pour deux (2) périodes de un (1) an.
- 1.3 Qualifications .1 L'entrepreneur doit posséder un permis valide d'électromécanicien, appareils haute tension, et/ou de monteur de lignes, avec spécialisation en installations haute tension, émis par le ministère de la Formation et du Développement de l'emploi du Nouveau-Brunswick. Il doit aussi posséder au moins deux (2) ans d'expérience dans l'exécution de travaux sur des systèmes haute tension.
- .2 Tous les travaux devant être exécutés sur des installations haute tension doivent être réalisés par des apprentis inscrits à un programme de formation et des hommes de métier détenant un permis émis par la province dans laquelle ont lieu les travaux.
- .3 Fournir une preuve d'accréditation en thermographie niveau I en vue d'effectuer

des inspections à l'infrarouge.

- 1.4 Représentant du Génie .1 Aux termes du présent devis, le représentant du Génie est le commandant de la 5^e Unité des services de génie ou son représentant désigné. L'adresse du représentant du Génie est la suivante.

Bureau des contrats
5^e Unité des services de génie
Bâtiment B18
BFC/USS Gagetown
C.P. 17000, succursale Forces
Oromocto (Nouveau-Brunswick) E2V 4J5

Téléphone : 506-422-2000, poste 2677.
Télécopieur : 506-422-1248.

- 1.5 Assurance de responsabilité civile .1 Avant l'attribution du contrat de services, l'entrepreneur doit donner à TPSGC une preuve qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile d'une valeur de deux millions de dollars (2 000 000 \$).

- 1.6 Documents requis .1 L'entrepreneur doit conserver, sur le lieu de travail, une (1) copie des documents suivants :
- .1 devis;
 - .2 addendas.

- 1.7 Utilisation des lieux par l'entrepreneur .1 L'accès au site se fait conformément aux instructions du représentant du Génie.
- .2 Les déplacements autour du chantier sont assujettis aux restrictions établies par le représentant du Génie.
- .3 L'entrepreneur ne doit pas encombrer déraisonnablement les lieux de matériaux ou de matériel.

1.8 Services
temporaires

- .1 Le MDN ne fournira pas l'eau et l'électricité temporaires nécessaires à l'exécution du présent contrat.

1.9 Acceptabilité
des matériaux

- .1 Les pièces et les matériaux utilisés devront avoir été prescrits par le fabricant du matériel ou approuvés par le représentant du Génie.
- .2 L'entrepreneur doit fournir des pièces et des matériaux conformes à la conception et à la qualité prescrites, qui offrent un rendement conforme aux exigences connues et pour lesquels il est facile de se procurer des pièces de rechange.
- .3 L'entrepreneur ne doit apporter aucune modification à la conception ou à l'installation des matériaux et du matériel avant d'avoir obtenu l'approbation écrite du représentant du Génie.
- .4 Si, en cas d'urgence, l'entrepreneur installe des pièces autres que celles prescrites, il devra les remplacer par les pièces exigées avant de faire la demande de remboursement, et seules ces dernières seront facturables.
- .5 À la fin des travaux, toutes les pièces et tous les matériaux remplacés qui ne sont pas protégés par une garantie, qu'ils soient utilisables ou non, doivent être laissés sur les lieux aux fins d'inspection.
- .6 Les articles, les matériaux et le matériel ouverts doivent être appliqués, installés, raccordés et utilisés conformément aux directives du fabricant et du représentant du Génie.
- .7 Les demandes d'acceptation de matériaux autres que ceux prescrits doivent être

soumises par écrit au représentant du Génie. Les demandes doivent contenir suffisamment de renseignements sur le produit pour lui permettre de procéder à l'évaluation.

1.10 Garantie

- .1 L'entrepreneur garantit les matériaux installés et la main-d'œuvre pendant une période d'un (1) an ou pour la durée de la garantie du fabricant, si cette dernière est plus longue, après avoir reçu l'acceptation du représentant du Génie. Toutes les déficiences pouvant apparaître au cours de cette période doivent être corrigées à la satisfaction du représentant du Génie par l'entrepreneur, et ce, aux frais de ce dernier.

1.11 Codes et normes

- .1 Sauf indication contraire, l'entrepreneur doit exécuter les travaux et appliquer les mesures de sécurité conformément aux éditions les plus récentes du Code national du bâtiment du Canada, de la Partie II du *Code canadien du travail*, du *Code canadien de l'électricité*, Partie III - Réseaux de distribution et de transport de l'électricité, des IPO 8.2 du 3 GSS Service du génie - Espaces clos, des IPO 2.3 du 3 GSS Service du génie - Matériel et installations électriques, Annexe B - Procédures d'isolement et de cadenassage, et en respectant les exigences de Travail sécuritaire NB.
- .2 L'entrepreneur doit être inscrit auprès de Travail sécuritaire NB.
- .3 L'entrepreneur doit respecter les exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) relativement à l'utilisation, la manipulation, l'entreposage et l'élimination des matières dangereuses; il doit aussi satisfaire aux exigences

relatives à l'étiquetage et à la fourniture de fiches signalétiques devant répondre aux normes de Ressources humaines et Développement des compétences Canada et de Santé Canada.

- .4 Les travaux doivent satisfaire les exigences des normes, codes et autres documents prescrits, ou les dépasser. En cas de divergence entre les dispositions prévues dans les documents susmentionnés faisant autorité, la disposition la plus stricte s'applique.

1.12 Surcharge

- .1 L'entrepreneur doit s'assurer qu'aucune partie de l'ouvrage n'est soumise à une charge susceptible d'en compromettre la sécurité ou de causer une déformation permanente.

1.13 Structures temporaires

- .1 L'entrepreneur doit fournir et entretenir tout le matériel temporaire nécessaire à l'exécution des travaux : rampes d'accès, échelles, échafaudages, treuils, goulottes, etc.
- .2 À la fin des travaux, l'entrepreneur demeure propriétaire des structures temporaires qu'il a lui-même installées et il doit les démonter.

1.14 Nettoyage

- .1 À la fin des travaux, l'entrepreneur doit enlever tout matériau, outil, matériel de surplus ainsi que les débris. Il doit laisser le lieu de travail et le bâtiment propres et en bon état, à l'entière satisfaction du représentant du Génie. L'entrepreneur ne doit pas enlever le matériel et les matériaux récupérables sans l'autorisation du représentant du Génie.

1.15 Inspections

- .1 Les inspections visuelles doivent être

d'entretien

prévues pendant les mois de mai et novembre. Les inspections à l'infrarouge doivent être prévues en juillet et être effectuées seulement la première année du contrat.

- .2 Les inspections doivent avoir lieu le soir et la fin de semaine, afin de perturber le moins possible le fonctionnement du bâtiment et l'entraînement militaire.
- .3 Les interruptions d'urgence du courant doivent être coordonnées par le représentant du Génie.
- .4 L'entrepreneur doit fournir un rapport bref et complet des résultats des inspections.

1.16 Quantités et modalités de paiement

- .1 Conformément au présent devis, l'entrepreneur doit soumettre ses prix pour les éléments suivants : le transport (Le temps de déplacement à destination et en provenance de la base d'opération de l'entrepreneur sera inclus dans les taux prévus), la supervision, les dépenses et les bénéfices.
 - .1 Taux horaire pour les appels de service à la BFC Gagetown **(environ 80 heures)**.
 - .2 Taux horaire pour les appels de service au détachement de Moncton **(environ 20 heures)**.
 - .3 Tarif pour deux (2) inspections de transformateurs par année à la BFC Gagetown, conformément à la Section 26 05 01, partie 2 - Essais. **(Quantité : deux [2] inspections)**.
 - .4 Tarif pour deux (2) inspections de transformateurs par année au détachement de Moncton, conformément à la Section 26 05 01, partie 2 - Essais. **(Quantité : deux [2] inspections)**.
 - .5 Tarif pour une (1) inspection à l'infrarouge de transformateurs à la BFC Gagetown, conformément à la

Section 26 05 01, partie 2 - Essais. **Cette inspection est requise pendant la première année du contrat seulement. Aucune soumission n'est requise pour les première et deuxième années optionnelles.**

(Quantité : une [1] inspection).

.6 Tarif pour une (1) inspection à l'infrarouge de transformateurs au détachement de Moncton, conformément à la Section 26 05 01, partie 2 - Essais. **Cette inspection est requise pendant la première année du contrat seulement. Aucune soumission n'est requise pour les première et deuxième années optionnelles.**

(Quantité : une [1] inspection).

.7 Tous les matériaux doivent être facturés au prix de gros de l'entrepreneur (la somme estimée est de soixante-quinze mille dollars [75 000 \$]) plus un pourcentage de majoration. **L'entrepreneur doit indiquer ce pourcentage dans sa soumission. Des copies des reçus de tous les fournisseurs doivent accompagner la facture de l'entrepreneur, et ce, pour tous les matériaux utilisés dans l'exécution des travaux des appels de service.**

- .2 Le temps facturé, les matériaux utilisés et les documents à l'appui peuvent faire l'objet d'une vérification publique avant ou après le paiement.
- .3 Les quantités susmentionnées peuvent augmenter ou diminuer et sont fournies à titre indicatif. Elles ne sont pas garanties et l'entrepreneur ne pourra pas réclamer de perte de bénéfices anticipés attribuable à ces quantités.
- .4 Pour chaque visite ou inspection, l'entrepreneur doit présenter une seule facture accompagnée de la demande de service reçue par télécopieur, dans les dix (10) jours ouvrables suivant la fin des travaux. La facture doit afficher les numéros du contrat, de l'ordre d'exécution

et de la demande de service, ainsi que le nom des techniciens assignés aux travaux, les dates et heures travaillées et les matériaux utilisés; elle doit être accompagnée des copies des reçus qui étayent la majoration des matériaux.

- .5 L'entrepreneur doit fournir des services pendant les heures normales de travail, à raison de huit (8) heures par jour, cinq (5) jours par semaine, entre 7 h 30 et 16 h du lundi au vendredi inclusivement; il doit également fournir un service d'urgence en-dehors des heures normales de travail.
- .6 L'entrepreneur devra indiquer au représentant du Génie le numéro de téléphone ou l'endroit où lui ou son délégué peut être joint en tout temps.
- .7 Une fois la soumission acceptée, le représentant du Génie fournira à l'entrepreneur la liste des personnes autorisées à faire une demande de service. Les travaux entrepris à la demande de personnes non autorisées, comme les occupants, exposent l'entrepreneur à un refus de paiement.
- .8 L'entrepreneur ne doit pas refuser les appels de service faits par le représentant du Génie et doit fournir le service dans les vingt-quatre (24) heures suivant l'appel s'il s'agit d'un appel de service normal, ou dans les quatre (4) heures, s'il s'agit d'un appel d'urgence.
- .9 Lorsque les services de l'entrepreneur sont requis, le représentant du Génie doit en aviser ce dernier et décrire la tâche demandée. Lorsque la demande de service provient du représentant du Génie, l'entrepreneur doit présenter une estimation écrite détaillée des coûts de main-d'œuvre et de matériel, conformément

aux dispositions prévues dans le présent contrat de services.

- .10 L'entrepreneur doit informer le représentant du Génie de son arrivée et de son départ et signer le registre au début et à la fin de chaque journée de travail. Si les travaux commencent ou se terminent en dehors des heures normales de travail et que le bureau du représentant du Génie est fermé, l'entrepreneur peut inscrire son heure d'arrivée ou de départ au Service d'incendies de la Base.
- .11 Après avoir informé le représentant du Génie de son arrivée, l'entrepreneur doit se rendre sur les lieux de travail et commencer les travaux. L'entrepreneur doit fournir au représentant du Génie un rapport de travail quotidien contenant les renseignements suivants : les travaux effectués, le nom des employés de l'entrepreneur qui ont travaillé au projet, l'emplacement du chantier ou l'adresse d'un bâtiment qui s'y trouve, le nombre d'heures travaillées par chaque employé, la profession de chaque employé, les matériaux utilisés pour effectuer les travaux, les recommandations de travaux supplémentaires pouvant être requis, ainsi que le numéro de l'ordre d'exécution et le numéro de la demande formulée par le représentant du Génie. L'entrepreneur doit faire signer le rapport soit à la fin de la journée de travail, soit au début de la journée de travail suivante. L'instruction permanente d'opération (IPO) pour les rapports d'exécution de travaux sera remise au soumissionnaire retenu, après l'attribution du contrat de services.

1.17 Laissez-passer
de l'entrepreneur

- .1 Lorsque les employés de l'entrepreneur sont dans la Base ou qu'ils effectuent des travaux sur la propriété du MDN, ils doivent avoir sur eux en tout temps le laissez-passer officiel qui leur aura été

fourni et le montrer, sur demande, à la police militaire, aux commissionnaires, aux agents de sécurité et à toute personne en position d'autorité.

- .2 Pour obtenir les laissez-passer dont il a besoin, l'entrepreneur doit remplir un formulaire pour chacun de ses employés et accompagner chacun d'eux à la Section de l'identification de la police militaire, au bâtiment F-19, où ils obtiendront leur laissez-passer.
- .3 Des photocopies des laissez-passer seront remises au représentant du Génie.
- .4 L'entrepreneur doit s'assurer de rapporter les laissez-passer de ses employés à la Section de l'identification de la police militaire lorsque ces derniers n'ont plus à exécuter de travaux dans un lieu appartenant au MDN.

1.18 Cote de sécurité

- .1 L'entrepreneur doit tenir une liste à jour de tous ses employés qui exécutent des travaux aux termes du présent contrat, y compris les gestionnaires, les superviseurs, les personnes de métier, les conducteurs et les ouvriers; il doit remettre cette liste au représentant du Génie, sur demande.
- .2 L'entrepreneur doit fournir au représentant du Génie, sur demande, une preuve validant les renseignements contenus dans la liste. Le représentant du Génie se réserve le droit de demander de quitter les lieux à toute personne qui ne satisfait pas aux exigences relatives à la sécurité, telles qu'elles sont définies par la Section de l'identification de la police militaire.

1.19 Documentation

- .1 Sur demande, le soumissionnaire retenu doit fournir à TPSGC ce qui suit.

.1 Une preuve qu'il possède un permis valide d'électromécanicien, appareils haute tension, et/ou de monteur de lignes avec spécialisation en installations haute tension, conformément à l'article 1.3 - Qualifications.

.2 Une preuve d'accréditation en thermographie niveau I, conformément à l'article 1.3 - Qualifications.

.3 Une preuve qu'il possède deux (2) ans d'expérience dans la prestation de services relatifs à l'électricité haute tension.

.4 Une preuve d'assurance de responsabilité civile, conformément à l'article 1.5 - Assurance de responsabilité civile.

.5 Une preuve d'inscription actuelle auprès de Travail sécuritaire NB conformément à l'article 1.11.

.6 Les qualifications des autres travailleurs qui exécuteront les travaux, conformément au paragraphe 1.3.2 de l'article Qualifications.

.7 Une preuve qu'il peut répondre aux appels d'urgence dans quatre (4) heures, conformément au paragraphe 1.16.8, sous forme de lettre indiquant le plan d'intervention et le temps/la distance de déplacement jusqu'à la Base.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 Références

- .1 *Code canadien du travail*, Partie II, *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail*.
- .2 Santé Canada - Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT).
 - .1 Fiches signalétiques (FS).
- .3 Province du Nouveau-Brunswick
 - .1 *Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail*, L.N.-B., 1983.

1.2 Exigences réglementaires

- .1 Exécuter les travaux conformément aux mesures de sécurité prescrites par le *Code national du bâtiment - Canada 2010*, par la Partie II du *Code canadien du travail*, par la *Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail du Nouveau-Brunswick* et par Travail sécuritaire NB. En cas de divergence entre les exigences des différents documents et organismes, les plus rigoureuses s'appliqueront.

1.3 Responsabilité

- .1 L'entrepreneur doit assumer toutes les responsabilités de santé et de sécurité des personnes qui se déplacent sur le chantier ou aux abords de ce dernier. Il doit aussi assumer toutes les responsabilités de protection des biens et de l'environnement, sur le chantier et aux alentours, dans la mesure où ils pourraient être touchés par l'exécution des travaux.
- .2 L'entrepreneur doit respecter et faire respecter par ses employés toutes les exigences en matière de sécurité prescrites par les documents contractuels, par les ordonnances, les arrêtés et les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux applicables, ainsi que par le

plan de santé et de sécurité propre au chantier élaboré par l'entrepreneur.

- .3 Comme il est stipulé dans la partie II du *Code canadien du travail*, l'entrepreneur doit élaborer un plan de santé et de sécurité propre au chantier comprenant une procédure d'entrée dans des espaces clos, si le représentant du Génie juge que des travaux se dérouleront en espaces clos.
- .4 Le service du génie construction de la BFC Gagetown a un programme de cadenassage et d'étiquetage en place pour prévenir les accidents de travail causés par la mise en marche des sources d'énergie électrique ou mécanique lors des travaux effectués sur ces systèmes ou à proximité. L'entrepreneur doit respecter les cadenas et les étiquettes en place. Il ne doit jamais retirer par la force un cadenas ni enlever une étiquette. Advenant que leur retrait soit nécessaire à l'exécution des travaux, l'entrepreneur doit soumettre une demande écrite au représentant du Génie.
- .5 Conformément aux dispositions prévues à la partie II du *Code canadien du travail*, il incombe à l'entrepreneur d'appliquer ses propres mesures de cadenassage et d'étiquetage pour s'assurer qu'aucun matériel n'est mis en marche par mégarde par une tierce personne pendant que des employés se trouvent à proximité dudit matériel ou s'en servent.
- .6 Il incombe à l'entrepreneur de s'assurer que tous ses employés disposent de l'équipement de protection individuelle (ÉPI) dont ils ont besoin pour effectuer les travaux. Les employés doivent porter un casque ainsi que des bottes et des lunettes de sécurité en tout temps.

1.4 Risques imprévus

- .1 S'il arrive ou s'il devient évident, durant l'exécution des travaux, qu'une

situation, un facteur ou un danger imprévu ou particulier compromet la sécurité, l'entrepreneur doit appliquer les mesures en place pour faciliter la mise en œuvre du droit de l'employé de refuser d'exécuter des travaux dangereux, conformément aux lois et aux règlements du Nouveau-Brunswick. Si un employé se prévaut de ce droit, l'entrepreneur doit en aviser le représentant du Génie verbalement et par écrit.

1.5 Correctif en cas de non-conformité

- .1 Prendre immédiatement les mesures nécessaires pour corriger les situations jugées non conformes, en matière de santé et de sécurité, par l'autorité compétente ou le représentant du Génie.
- .2 Remettre au représentant du Génie un rapport écrit des correctifs apportés aux situations jugées non conformes en matière de santé et de sécurité.
- .3 Le représentant du Génie peut ordonner l'arrêt des travaux si les situations jugées non conformes en matière de santé et de sécurité ne sont pas corrigées.

1.6 Arrêt des travaux

- .1 La santé et la sécurité du personnel et de la population et la protection de l'environnement doivent primer sur les considérations d'ordre financier et le respect des échéances.

PARTIE 1 -GÉNÉRALITÉS

1.1 Marche à suivre pour signaler un incendie

- .1 L'entrepreneur doit connaître l'emplacement du déclencheur manuel d'alarme et du téléphone le plus près, ainsi que le numéro à composer en cas d'urgence.
- .2 Tout incendie doit être signalé sur-le-champ au Service d'incendie d'une des façons suivantes :
 - .1 en activant le déclencheur manuel d'alarme le plus près;
 - .2 en téléphonant au 911.
- .3 La personne qui téléphone aux pompiers doit leur indiquer le nom ou le numéro du bâtiment et l'endroit où l'incendie s'est déclaré; elle doit être en mesure de confirmer les renseignements donnés.

1.2 Systèmes d'alarme et de protection incendie intérieurs et extérieurs

- .1 Les systèmes d'alarme et de protection ne doivent en aucun cas :
 - .1 être obstrués;
 - .2 être fermés;
 - .3 être laissés hors service à la fin d'une période ou d'une journée de travail sans que le chef du Service d'incendie ou son représentant ait été avisé et qu'il ait donné son autorisation.
- .2 À moins que le chef du Service d'incendie l'autorise, les bornes d'incendie, les prises d'eau et les systèmes de canalisations et de robinets armés d'incendie ne doivent pas être utilisés à d'autres fins que la lutte contre l'incendie.

1.3 Extincteurs d'incendie

- .1 L'entrepreneur doit fournir le nombre d'extincteurs déterminé par le chef du Service d'incendie pour protéger les travaux en cours et les installations

physiques du lieu de travail.

- | | | |
|--|----|---|
| <u>1.4 Entrave à la circulation</u> | .1 | Informez le chef du Service d'incendie de tout travail susceptible de gêner le déplacement des véhicules de lutte contre l'incendie, de tout non-respect de la hauteur libre minimale qu'il aura prescrite, de la mise en place de barrières et de l'exécution de travaux d'excavation. |
| <u>1.5 Interdiction de fumer</u> | .1 | L'entrepreneur doit respecter les politiques relatives à l'usage du tabac en tout temps. |
| <u>1.6 Rebut et déchets</u> | .1 | Les rebuts et déchets doivent être réduits au minimum. |
| | .2 | Il est interdit de brûler les rebuts. |
| | .3 | Enlèvement des déchets
.1 L'entrepreneur doit éliminer tous les rebuts du lieu de travail à la fin de la journée ou d'une période de travail, ou conformément aux directives. |
| | .4 | Stockage
.1 Entreposer les déchets ou les matériaux huileux dans des récipients approuvés afin que soient assurées une propreté et une sécurité maximales.
.2 Déposer les linges imprégnés d'huile ou de graisse pouvant s'enflammer de façon spontanée dans des récipients approuvés, puis les éliminer. |
| <u>1.7 Liquides combustibles et inflammables</u> | .1 | Les liquides combustibles et inflammables doivent être manutentionnés, entreposés et utilisés conformément aux exigences du Code national de prévention des incendies (CNPI) du Canada en vigueur. |
| | .2 | On pourra garder sur le chantier, pour |

Défense nationale	Exigences en matière de	Section 01 35 35
Dossier n° L-G2-9900/1611	sécurité-incendie	Page 3
BFC Gagetown (N.-B.)	du MDN	14 mai 2013

usage courant, jusqu'à 45 litres d'essence, de naphte, de kérosène ou autres liquides inflammables ou combustibles, pourvu que ceux-ci soient conservés dans des récipients approuvés portant le label d'homologation des Laboratoires des assureurs du Canada ou de la Factory Mutual. L'entreposage de plus de 45 litres de liquides inflammables ou combustibles en vue de l'exécution de certains travaux devra être approuvé par le chef du Service d'incendie.

- .3 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à l'intérieur des bâtiments ou sur les quais de chargement.
- .4 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à proximité de flammes nues ou de tout dispositif générateur de chaleur.
- .5 Les liquides inflammables dont le point d'éclair est inférieur à 38 °C, le naphte ou l'essence par exemple, ne doivent pas être utilisés comme diluants ni comme produits de nettoyage.
- .6 Conserver sur le chantier le moins possible de liquides usés inflammables ou combustibles; le cas échéant, les entreposer dans des contenants approuvés rangés dans un endroit sûr et bien ventilé. Transmettre toute demande d'élimination de ces produits au Service d'incendie.

1.8 Matières dangereuses

- .1 Exécuter tous les travaux nécessitant l'emploi de matières toxiques ou dangereuses, de produits chimiques ou d'explosifs, ou encore présentant des risques quelconques pour la vie, la sécurité ou la santé conformément aux exigences du CNPI.

- .2 Obtenir du chef du Service d'incendie un permis de « travail à chaud » pour exécuter, à l'intérieur de bâtiments ou d'installations, des opérations de soudage, de brûlage ou utilisant des lampes à souder ou des appareils générateurs de chaleur.
- .3 Dans le cas de travaux nécessitant l'utilisation d'une source de chaleur dans des endroits où il y a risque d'incendie ou d'explosion, assurer la présence d'agents de sécurité-incendie équipés du matériel d'extinction approprié. Le chef du Service d'incendie délimitera les endroits où il y a risque d'incendie ou d'explosion ainsi que les mesures de sécurité à prendre dans chaque cas. Il incombe à l'entrepreneur de retenir les services d'agents de sécurité-incendie sur le chantier, selon les modalités établies au préalable avec le chef du Service d'incendie lors de la réunion précédant le début des travaux.
- .4 Assurer une ventilation adéquate et éliminer toutes les sources d'inflammation lorsque des liquides inflammables tels que des vernis et des produits à base d'uréthane sont utilisés. Informer le chef du Service d'incendie de l'emploi de tels produits avant le début et à la fin des travaux en question.

1.9 Renseignements et/ou précisions

- .1 Transmettre toute demande de précisions ou de renseignements additionnels concernant les consignes de sécurité-incendie au chef du Service d'incendie, par l'intermédiaire du représentant du Génie.

1.10 Inspection de prévention des incendies

- .1 Les inspections du chantier par le chef du Service d'incendie seront coordonnées par le représentant du Génie.
- .2 Donner au chef du Service d'incendie un

Défense nationale	Exigences en matière de	Section 01 35 35
Dossier n° L-G2-9900/1611	sécurité-incendie	Page 5
BFC Gagetown (N.-B.)	du MDN	14 mai 2013

accès libre au chantier.

- .3 Collaborer avec le chef du Service d'incendie au cours des inspections périodiques du chantier.
- .4 L'entrepreneur doit corriger immédiatement toute situation comportant un risque d'incendie et jugée dangereuse par le chef du Service d'incendie.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- | | | |
|--|----|---|
| <u>1.1 Généralités</u> | .1 | L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures raisonnables pour s'assurer que ses employés respectent l'ensemble des lois pertinentes et qu'ils se soucient de la protection de l'environnement. |
| <u>1.2 Feux</u> | .1 | Il est interdit de faire des feux et de brûler des rebuts. |
| <u>1.3 Enlèvement des déchets</u> | .1 | Ne pas enfouir de déchets ni de rebuts sur les lieux, à moins d'en avoir obtenu l'approbation du représentant du Génie. |
| | .2 | Il est interdit de déverser des déchets et des matières volatiles, notamment des essences minérales, de l'huile ou du diluant dans les cours d'eau, les égouts pluviaux ou les égouts sanitaires. |
| | .3 | Tous les déchets potentiellement dangereux doivent être éliminés de façon appropriée. |
| <u>1.4 Mesures de protection contre les déversements</u> | .1 | L'entrepreneur doit avoir en sa possession le matériel adéquat pour procéder au nettoyage du déversement éventuel de toutes les substances dangereuses utilisées pendant les travaux (c.-à-d. carburants, huiles, lubrifiants, etc.). |
| | .2 | Dans le cas d'un déversement, l'entrepreneur doit immédiatement prendre des mesures correctives pour nettoyer la matière. |
| | .3 | Dans le cas d'un déversement de plus d'un (1) litre d'une matière dangereuse, l'entrepreneur doit immédiatement en informer l'autorité responsable au service d'incendie de la BFC Gagetown, en |

composant le 506-422-2000, poste 2106, et prendre les dispositions nécessaires pour corriger la situation.

- .4 L'entrepreneur doit informer le représentant du Génie par écrit de tout déversement, et décrire les mesures qu'il aura prises pour corriger la situation et éviter que cela se reproduise.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.1 Généralités .1 La présente section vise les critères d'essai particuliers aux transformateurs de la BFC Gagetown.
- 1.2 Codes et normes .1 Sauf indication contraire, mener tous les essais conformément aux normes indiquées à la Section 00 21 13, article 1.11.
- 1.3 Tensions nominales .1 Les tensions de service pour les transformateurs existants qui fonctionnent sont les suivantes.
.1 Transformateurs sur socle : tension primaire de 12.47 kV, 347/600 V ou tension secondaire de 120/208 V.
.2 Transformateurs sur poteau : tension primaire de 7.2 kV, 347 V ou tension secondaire de 120/240 V.
- 1.4 Matériaux et matériel .1 Fournir les matériaux et le matériel conformément à la Section 00 21 13 - Instructions aux soumissionnaires.
.2 Les matériaux et le matériel doivent être certifiés par la CSA. S'il n'existe d'autre choix que de fournir du matériel non certifié par la CSA, obtenir l'approbation spéciale du représentant du Génie.
- 1.5 Coordination et confirmation .1 Coordonner l'horaire des essais avec celui du représentant du Génie. Aviser l'entrepreneur au moins 96 heures à l'avance si une interruption de courant est prévue. Les interruptions d'urgence seront gérées lorsqu'elles seront nécessaires.

PARTIE 2 - ESSAIS

2.1 Inspection et essais

- .1 Inspection semestrielle des transformateurs sur socle. **Nota : Le rapport contiendra les renseignements ci-dessous.**
 - .1 Inspection visuelle pour déceler les fuites de liquides dans les réservoirs et aux garnitures d'étanchéité.
 - .2 Inspection visuelle pour déceler les dommages aux réservoirs et aux raccords.
 - .3 Inspection visuelle des systèmes haute tension pour déceler les fissures des garnitures d'étanchéité, les éclats et la détérioration.
 - .4 Inspection visuelle des coudes pour rupture de charge et des accessoires connexes pour déceler la détérioration et la fatigue.
 - .5 Inspection de l'intégrité des connexions secondaires.
 - .6 Inspection de l'intégrité des systèmes de mise à la terre.
 - .7 Inspection des soupapes de décharge, s'il y en a.
 - .8 Essai en charge des conducteurs secondaires.
 - .9 Inspection visuelle des socles et des bornes protectrices.
 - .10 Vérification de l'emplacement de la plaque signalétique et de l'information qu'elle contient (type, fabricant, numéro de série, kVA, capacité en huile, poids, impédance en %, tensions primaire et secondaire).
 - .11 Rédaction d'un rapport d'inspection pour chaque transformateur.
- .2 Inspection annuelle des transformateurs sur poteau. **Nota : Le rapport contiendra les renseignements ci-dessous.**
 - .1 Inspection visuelle pour déceler les fuites de liquides dans les réservoirs et aux garnitures d'étanchéité.
 - .2 Inspection visuelle pour déceler les

Défense nationale	Critères d'essai des	Section 26 05 01
Dossier n° L-G2-9900/1611	transformateurs	Page 3
BFC Gagetown (N.-B.)		14 mai 2013

dommages aux réservoirs et aux raccords.

.3 Inspection visuelle des systèmes haute tension pour déceler les fissures des garnitures d'étanchéité, les éclats et la détérioration.

.4 Inspection de l'intégrité des connexions primaires.

.5 Inspection de l'intégrité des connexions secondaires.

.6 Inspection de l'intégrité des systèmes de mise à la terre.

.7 Inspection des soupapes de décharge, s'il y en a.

.8 Essai en charge des conducteurs secondaires.

.9 Inspection visuelle de l'état des poteaux.

.10 Vérification de l'emplacement de la plaque signalétique et de l'information qu'elle contient (type, fabricant, numéro de série, kVA, capacité en huile, poids, impédance en %, tensions primaire et secondaire).

.11 Rédaction d'un rapport d'inspection pour chaque transformateur.

.3 Inspection à l'infrarouge (IR)

.1 Mener une inspection thermique à l'IR sur le transformateur et ses composants pour déceler les flux de chaleur excessive, afin d'exposer les connexions possiblement lâches, les déséquilibres des charges et les mauvais câblages, ainsi que pour déterminer approximativement le niveau d'huile dans les réservoirs.

.2 Les inspections à l'IR doivent être effectuées en juillet.

Nota : Les inspections à l'IR doivent être effectuées seulement la première année du contrat. Aucune soumission n'est requise pour les premières et deuxièmes années optionnelles.

Emplacement	Fabricant/modèle	N° de série	kVA	Tension sec.	Tension prim.	Type	Remarques
A-4	CARTE	20531-004	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
A-5	CARTE	20549-003	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
A-9	CARTE	20549-001	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
A-11	CARTE	20531-004	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
A-47	CARTE	3B042-001	1000	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
A-48	CARTE	20534-002	225	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
TOUR ROGERS	MOLONEY	379-231	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
TOUR ALIANT FC	MOLONEY	A2724-637	15	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
TOUR ALIANT PET	G E	1057034	37.5	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
AR-1	MOLONEY	A1743-272	75	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
AS1-1	CARTE	2A1870-001	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
AS1-1	CARTE	2A1870-002	25	120-240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
AS1-1	CARTE	2A1870-003	25	120-240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
AS1-2	CARTE	2A1869-001	10	120-240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
AS1-2	CARTE	2A1869-002	10	120-240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
AS1-2	CARTE	2A1869-003	10	120-240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
AS1-2	CARTE	2A2070-001	25	4160/2400	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
AS1-4	MOLONEY	A1737-568	15	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
AV-1	WESTINGHOUSE	171E0228-61	10	120-240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
AV-1	G E	921506	100	120-240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
AV-4	CARTE	U0742-001	15	120-240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
B-1	CARTE	20531-002	150	120-208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
B-3 (POTEAU A8)	MOLONEY	A4095-2	15	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
B-6	CARTE	20531-001	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
B-6	CARTE	20532-001	150	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
B-7	CARTE	20532-002	150	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
B-9	CARTE	20538-001	500	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
B-10	CARTE	20534-004	225	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
B-10	CARTE	20537-001	300	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
B-12	PIONEER	G956201	300	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
B-14	COOPER	979007149	112.5	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
B-18	CARTE	20595-001	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
B-18	CARTE	20536-001	300	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
B-18 (ENTREPOSAGE)	CARTE	20535-001	225	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
B-18 (ENTREPOSAGE)	WESTINGHOUSE	87-03E1387-001	15	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
B-18 (ENTREPOSAGE)	CARTE	2B321-001	750	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
B-18 (ENTREPOSAGE)	CARTE	00539-3	50		347 7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
B-18 (ENTREPOSAGE)	MOLONEY	A2164-467	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
B-18 (ENTREPOSAGE)	MOLONEY	A1739-342	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
B-18 (ENTREPOSAGE)	MOLONEY	LE10890	75	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
B-18 (ENTREPOSAGE)	MOLONEY	A2165-471	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
B-18 (ENTREPOSAGE)	MOLONEY	A2344-239	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
B-18 (ENTREPOSAGE)	CARTE	00539-2	50		347 7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
B-18 (ENTREPOSAGE)	MOLONEY	A1739-343	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
B-18 (ENTREPOSAGE)	MOLONEY	571/126	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
B-18 (ENTREPOSAGE)	MOLONEY	A4697-1	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
B-19	CARTE	7933-002	300	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
B-23	CARTE	20527-001	30	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
B-341							
B-58	CARTE	10403-001	300	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
B-59	MOLONEY	A1743-518	75	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
B-69	MOLONEY	A3263-1114	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
SOCLE BIO	MOLONEY	A698-143	10	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
C-7	CARTE	18841-001	75	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
C-8	CARTE	20532-001	150	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
C-9	PIONEER	6-9089-1	750	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
EDIFICE CWES	CARTE	12958-001	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
CAMERA AVENUE CHAMBERLAIN							
D-4	CARTE	20531-003	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
D-5	CARTE	20534-001	225	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
D-5	CARTE	20530-001	75		4160 12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
D-9	CARTE	20550-004	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
D-10	CARTE	18843-001	300	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
D-15	CARTE	20550-003	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
D-17	CARTE	7932-002	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
D-22	CARTE	20536-002	300	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
D-23	CARTE	5284-001	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
D-24	CAM TRAN CO	02C1675501	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
D-25	CARTE	5283-003	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
D-27	CARTE	5284-003	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
D-55	CARTE	13626-001	150	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE

D-56	PIONEER	G12889-1	750	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
D-57	CARTE	18483-001	1500	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
D-58	COOPER	750010183	300	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
D-59	CARTE	20570-001	1000	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
D-60			750	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
EN-3	MOLONEY	ARP1287A-10	15	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
EN-4	MOLONEY	ARP1287A-7	15	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
F-1	CARTE	20550-002	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
F-2	CARTE	20550-001	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
F-6	CARTE	20549-004	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
F-12	CARTE	5235-001	300	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
F-18	CARTE	20534-003	225	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
F-19	CARTE	23396-001	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
AIRE D'EXERCICES D'INCENDIE	MOLONEY	A3262-880	15	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
G-1	CARTE	7930-001	75	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
G-3	CARTE	7932-001	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
G-8							
POTEAU 16, RUE GANONG	MOLONEY	A1737-569	15	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
POTEAU 19, RUE GANONG	MOLONEY	A3263-228	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
POTEAU 19, RUE GANONG	MOLONEY	A3263-241	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
POTEAU 19, RUE GANONG	MOLONEY	A3263-243	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
POTEAU 30, RUE GANONG	MOLONEY	468-155	10	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
POTEAU 57, RUE GANONG	G E	672278	10	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
CAMERA RUES GANONG/CHAMPLAIN							
H-1	CARTE	5284-002	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
H-3	CARTE	5283-004	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
H-7	CARTE	20551-001	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
H-8	CARTE	20533-001	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
H-10	CARTE	14846-001	300	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
H-12	CARTE	18842-001	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
H-14	CARTE	20552-002	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
H-16	CARTE	20552-001	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
H-17	CARTE	6787-001	300	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
H-19	CARTE	20551-002	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
H-20	CARTE	20551-003	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
H-21	CARTE	5283-002	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
H-23	CARTE	5283-001	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
H-33	CARTE	8335-001	1500	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
H-34	CARTE	11883-001	75	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
J-1	CARTE	20551-004	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
J-7	FEDERAL	C-7828-1	833	347/600	7.2 kV	PLANCHER	MONOPHASE
J-7	FEDERAL	C-7828-2	833	347/600	7.2 kV	PLANCHER	MONOPHASE
J-7	FEDERAL	C-7828-3	833	347/600	7.2 kV	PLANCHER	MONOPHASE
J-8/9	CARTE	1B080-001	500	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
J-10	CARTE	2B257-001	2000	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
K-1	REX MFG	C24388	225	120/208	12.47 kV	ARMOIRE	TRIPHASE
K-4	CARTE	3B212-001	1000	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
K-6	CARTE		150	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
K-6	MOLONEY	6611026C	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
K-8			150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
K-10	CARTE	7933-001	300	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
K-13	CARTE	7932-003	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
K-14	CARTE	22035-002	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
K-15	CARTE	20538-002	500	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
K-16	CARTE	22035-001	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
K-17	CARTE	13437-001	300	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
K-18	CARTE	22114-001	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
K-19	CARTE	2214-002	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
K-20, EMPLACEMENT	MOLONEY	A4095-239	15	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
K-20, PROD.-TRANSP.	HAMMOND	DB00C45	112.5	347/600	12.47 kV	ARMOIRE	TRIPHASE
K-26	MOLONEY	A1555-132	15	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
K-38	MOLONEY	A2343-267	15	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
K-39	SIEMENS	63903-334	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
K-39	SIEMENS	63903-357	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
K-39	SIEMENS	63903-369	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
K-46	MOLONEY	A2005-150	15	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
K-60	CARTE	4B220-001	500	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
K-61	CARTE	20528-001	45	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
K-63	CARTE	20529-001	75	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
K-69	MOLONEY	A4101-7	25	347/600	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
K-69	MOLONEY	A4101-23	25	347/600	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE

Annex A
L-G2-9900/1611
14 May 2013
CFB Gagetown Transformer Inventory

K-69	MOLONEY	A43268-64	25	347/600	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
K-71	MOLONEY	A4097-134	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
K-71	MOLONEY	A4097-409	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
K-71	MOLONEY	A3264-2012	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
K-73	CARTE	22035-003	150	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
K-75	MOLONEY	A1738-915	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
K-75	MOLONEY	A1738-916	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
K-75	MOLONEY	A1738-918	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
K-79	MOLONEY	A002-147	10	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
K-79	G E	2337	10	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
K-79	G E	858762	10	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
K-88	MOLONEY	A2725-57	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
K-88	MOLONEY	A2725-58	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
K-88	MOLONEY	A2725-61	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
K-92							
K-330	MOLONEY	A4457-10	15	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
TOUR D'EAU L-3	MOLONEY	A1739-378	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
L-3 RETS 2	MOLONEY	A2513-16	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
L-3 RETS 2	MOLONEY	A2513-49	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
L-3 RETS 2	MOLONEY	A2513-50	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
L-24	FEDERAL	G-8616	500	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
L-27	MOLONEY	A1743-322	75	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
L-27	MOLONEY	A1743-325	75	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
L-27	MOLONEY	A1743-327	75	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
L-32	TRANS CANADA	124B1000-040	1000	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
L-33	BROWN BAUERIA	98J586316	1000	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
L-37 (Le service a changé.)	CARTE	411-001	75	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
L-38	SURPLEX	301-615	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
L-38	SURPLEX	301690-218	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
L-38	SURPLEX	17E0216-462	10	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
L-100	MOLONEY	A1739-372	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
L-102	MOLONEY	20792-2	75	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
L-103	MOLONEY	A1739-376	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
L-108	MOLONEY	A1739-344	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
L-110	MOLONEY	A1739-371	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
L-111	MOLONEY	A1739-375	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
LV-9	MOLONEY	551-73	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
LV-9	MOLONEY	551-77	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
LV-9	MOLONEY	551-83	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
LW-3	MOLONEY	A2013-19	75	347/600	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
LW-3	MOLONEY	A1748-33	75	347/600	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
LW-3	MOLONEY	A4464-88	74	347/600	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
LW-4	MOLONEY	201497-65	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
LW-4	MOLONEY	201497-67	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
LW-4	MOLONEY	201497-72	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
M-2	CARTE	5952-001	750	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
RAIL M-2	MOLONEY	LC13275	15	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
M-5	PIONEER	C9844-1	167	347/600	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
M-5	PIONEER	C9844-2	167	347/600	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
M-5	PIONEER	C9844-3	167	347/600	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
M-6	MOLONEY	A3262-943	15	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
M-6	MOLONEY	A3262-977	15	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
M-6	MOLONEY	A3262-978	15	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
MA-22	CARTE	7B214-001	300	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
MA-23	CARTE	7B213-002	75	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
MA-36	CARTE	511-011	15	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
MA-36	CARTE	ZB213-001	75	120/208	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
MA-40	CARTE	21284-001	500	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
MA-43	CARTE	3B360-001	300	347/600	12.47 kV	SUR SOCLE	TRIPHASE
MR-1	MOLONEY	A2164-410	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
MR-2	PIONEER	G-10293-1	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
N-6	MOLONEY	468-143	15	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
N-38	MOLONEY	551-78	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
N-39	MOLONEY	551-39	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
N-45	MOLONEY	550-134	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
N-45	MOLONEY	550-141	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
N-45	MOLONEY	550-144	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
N-63	MOLONEY	551-54	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
N-68	WESTINGHOUSE	87-03E17-37-033	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
N-75	MOLONEY	551-75	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
N-82	WESTINGHOUSE	87-03E17-39-052	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
N-89	MOLONEY	551-51	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE

CFB Gagetown Transformer Inventory

N-104	CARTE	T1873-001	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
N-104	CARTE	T1873-002	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
N-104	CARTE	T1873-003	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
N-107	MOLONEY	551-89	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
N-116	MOLONEY	A2-166-19	75	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
N-118	MOLONEY	A2726-50	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
N-118	MOLONEY	A2726-51	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
N-118	MOLONEY	A2726-56	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
N-119	MOLONEY	A1218-15	100	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
N-120	MOLONEY	A121109-56	100	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
N-121	MOLONEY	ATL-1466-156	100	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
N-123	G E	004-1280	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
N-124	MOLONEY	A2164-413	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
N-125	MOLONEY	A4458-3	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
N-125	MOLONEY	A4458-4	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
N-125	MOLONEY	A4458-8	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
N-329	MOLONEY	551-76	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
PC-19	MOLONEY	A3262-519	15	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
PC-29	MOLONEY	A1559-1-5	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
PC-33	G E	800-51291	37.5	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
PC-35	MOLONEY	A2725-266	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
PC-35	MOLONEY	ATL955-337	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
PC-35	CARTE	L0197-6	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
PC-42	G E	490850	10	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
PC-43	MOLONEY	381-19	75	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
PC-43	MOLONEY	381-25	75	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
PC-43	MOLONEY	381-29	75	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
PC-48	FIRENTI	2-156-775	50	347/600	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
PC-48	FIRENTI	2-156-777	50	347/600	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
PC-48	FIRENTI	2-156-777	50	347/600	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
PC-53	MOLONEY	APR1050-136	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
PC-56	MOLONEY	A1738-1359	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
PC-58	MOLONEY	A1738-1352	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
PC-100	WESTINGHOUSE	C72R115	37.5	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
PC-101	MOLONEY	A2344-318	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
PC-104	MOLONEY	A2614-429	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
PC-105	WESTINGHOUSE	LL22262	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
PC-316	G E	800-61024	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
PC-ROUTE	MOLONEY	ARP1058-42	15	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
PC-POTEAU	WESTINGHOUSE	89-03E47-73	50	347/600	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
PC-POTEAU	WESTINGHOUSE	89-03F47-73	50	347/600	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
PC-POTEAU	MOLONEY	A1-523-42	50	347/600	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
PC-POTEAU	MOLONEY	ATL1213-309	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
RR-8	MOLONEY	383-506	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
RR-12	G E	6895-001	10	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
RR-14	CARTE	543001	50	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
RR-15	WESTINGHOUSE	87-03E1387-001	15	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
RWR-1	MOLONEY	381-56	75	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
RWR-1	CARTE	6895-001	75	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
Tour de rappel (a coté de M2)							
LAMPADAIRE - RUE ALDER	WESTINGHOUSE	713097	10	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
LAMPADAIRE - ZONE F	RELIANT POWER	8712	15	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
SW-6	MOLONEY	A2033-1	15	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
SW-6	MOLONEY	A2033-2	15	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
SW-6	MOLONEY	A2033-3	15	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
SW-8	WESTINGHOUSE	LD59197	75	347/600	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
SW-8	MOLONEY	A2034-1	75	347/600	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
SW-8	MOLONEY	A2034-2	75	347/600	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
SW-8	MOLONEY	A2034-3	75	347/600	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
TA-1	MOLONEY	A1738-485	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
TA-10	MOLONEY	A1738-491	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
TB-11	WESTINGHOUSE	713437	10	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
TB-16	MOLONEY	A2724-93	15	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
TB-18	MOLONEY	A1737-496	15	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
TB-21	WESTINGHOUSE	17EO228-62	10	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
TB-22	MOLONEY	A2005-279	15	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
VR-1	MOLONEY	A2164-408	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
VR-2	PIONEER	G10293-2	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
SENTIER PEDESTRE	MOLONEY	A2343-277	15	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
SENTIER PEDESTRE	G E	2845	10	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
WTP-4	MOLONEY	A2725-268	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
WTP-100	MOLONEY	A2725-271	25	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE

Annex A
L-G2-9900/1611
14 May 2013
CFB Gagetown Transformer Inventory

PC ROUTE 7	WESTINGHOUSE	LC27-435	10	120/240	7.2 kV	SUR POTEAU	MONOPHASE
------------	--------------	----------	----	---------	--------	------------	-----------

Liste des transformateurs du détachement de Moncton

4